



L'ATELIER DE FORMATION

LE CATALOGUE DE NOS FORMATIONS
2026



L'ATELIER DE FORMATION SARL
LAETITIA DEFOSSE

RENSEIGNEMENTS

06 73 62 86 62

WWW.LATELIERDEFORMATION.FR

EDITO



Limitation des mandats, réforme des retraites, transparence des rémunérations et préparation du renouvellement des CSE

Ce catalogue de formations est pour vous, nous l'avons construit pour tenter de vous accompagner dans les missions qui sont les vôtres.

L'atelier de formation a, depuis près de vingt ans, la volonté de construire un dialogue social nourri et juste ; la formation a toujours représenté un levier pour vous permettre d'exercer au mieux vos prérogatives et de mieux défendre les intérêts des salariés.

Notre offre de formation est proposée en format inter comme intra - entreprise.

L'intra quand vous cherchez une formation sur mesure qui tienne compte de vos problématiques et de votre secteur ;

L'inter-entreprises lorsque vous souhaitez rencontrer des élus d'autres entreprises et vous enrichir de leur expérience ; depuis 2021, nous organisons nos formations inter CSE en classe virtuelle.

L'année 2026 va être marquée par les élections et le renouvellement des équipes CSE.

On peut se réjouir de la suppression de la limitation à trois du nombre de mandats successifs de membre de la délégation du personnel au CSE.

Pour autant l'année 2026 s'annonce d'ores et déjà chargée avec la réouverture des débats sur la réforme des retraites, la transposition de la directive européenne sur la transparence des rémunérations et un marché du travail toujours en pleine mutation.

Nous avons enrichi notre catalogue d'une nouvelle formation « Le Rôle du CSE dans l'intégration de l'IA dans l'entreprise » pour vous accompagner au mieux à faire face à ces changements.

Bonne lecture.

Laetitia DEFOSSE
Fondatrice de l'atelier de formation

L'ATELIER DE FORMATION

L'atelier de formation est un organisme de formation enregistré sous le numéro 117543979 75.

Depuis près de vingt ans, **l'atelier de formation** forme au quotidien des représentants du personnel dans leurs différentes actions (négociation d'accords collectifs, rédaction de documents internes au CSE, mise en place de document unique d'évaluations des risques professionnels, accompagnement de commissions de formation du CSE, PSE ...).

Riche de cette expérience nous avons construit ce catalogue pour répondre aux attentes et aux besoins des représentants du personnel, pour les aider à mieux comprendre l'actualité et à affronter les différents changements dans leurs entreprises.

FORMEZ-VOUS POUR RESTER ACTEUR DU CHANGEMENT ?

Afin d'adapter au mieux la formation à votre contexte, et à votre niveau, l'achat d'une formation est précédé d'un entretien téléphonique avec le formateur pour définir vos attentes et vous proposer un module et des outils pédagogiques adaptés à votre situation.

COMMENT CHOISIR SA FORMATION ?

LES STAGES EN INTER

Afin d'adapter au mieux la formation à votre contexte, et à votre niveau, l'achat d'une formation est précédé d'un entretien téléphonique avec le formateur pour définir vos attentes et vous proposer un module et des outils pédagogiques adaptés à votre situation.

Ces stages sont l'occasion pour vous d'échanger avec d'autres représentants du personnel, de découvrir d'autres pratiques et d'autres types de relations sociales. Les groupes sont limités à 12 participants afin de permettre un échange avec le formateur.

Pour chaque thème, un pré requis est défini pour s'inscrire à ces formations.

Nos formations en inter CSE sont organisées exclusivement en classe virtuelle

LES STAGES EN INTRA ENTREPRISE

Vous choisissez la date et le thème dans notre catalogue. Nous venons jusqu'à vous pour former l'ensemble de l'équipe.

Nous pouvons aussi construire le programme en fonction de vos attentes et du niveau de connaissance des participants.



SOMMAIRE

01

LES FONDAMENTAUX

Maîtriser les bases du CSE	6-7
Rôle et missions économique du CSE	8-9
Gérer les activités sociales et culturelles	10-11
Maîtriser les bases du CSE en santé, sécurité et conditions de travail (5 jours)	12-14
Maîtriser les bases du CSE en santé, sécurité et conditions de travail (3 jours)	15
Initiation au droit du travail (niveau I)	16-17

02

POUR ALLER PLUS LOIN

18

Le rôle, les missions et les obligations du secrétaire du CSE	19-29
Les obligations comptables et le rôle du trésorier du CSE	21-22
Le rôle du CSE dans la formation professionnelle et continue	23-24
Le temps de travail en question	25
Maîtriser les règles en matière de durée du travail	26
Exploiter les informations de la BDESE	27-28
Le CSE face aux licenciements économiques	29-30
Les ruptures du contrat de travail	31-32
Préparer les élections professionnelles	33-34
Savoir lire les comptes de l'entreprise	35-36
Assister les salariés aux entretiens	37-38
Le CSE face à l'IA	39-40

03

SANTÉ SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

41

Identifier et prévenir les risques psycho-sociaux dans son entreprise	42-43
Préparer la consultation du CSE sur le document unique d'évaluation des risques professionnels	44-45
Le référent du CSE en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes	46-47

04

FORMATION INTER CSE CALENDRIER 2026

48



LES FONDAMENTAUX



MAITRISER LES BASES DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE
Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

INTERVENANT

Juriste en droit social

PRÉREQUIS

Aucun

DURÉE

2 jours

TARIF

3150 €
150 € de remise

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Maîtriser le cadre juridique de l'instance
Connaître ses droits et obligations
Être en mesure d'argumenter et dialoguer avec l'employeur

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique :
Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis
QCM
Quizz
Auto évaluation

PROGRAMME

LA MISE EN PLACE DU CSE

La composition du CSE
La composition du CSEC
La mise en place des commissions

LE STATUT DES MEMBRES DU CSE

Limitation du nombre de mandats successifs
La formation des membres du CSE
Le statut protecteur des membres du CSE



LE FONCTIONNEMENT INTERNE DE LA NOUVELLE INSTANCE

Les participants aux réunions et la convocation

La fixation de l'ordre du jour de la réunion

L'importance de la réunion préparatoire

★ Mise en situation autour d'un ordre du jour

Limitation de la participation des suppléants aux réunions

★ Mise en situation autour d'un cas de remplacement d'un titulaire absent

La rédaction et l'adoption du procès-verbal

★ Mise en situation autour des règles d'adoption du procès-verbal

Le règlement intérieur

La commission Santé/conditions de travail : rôle et fonctionnement

LES MISSIONS DU CSE

Les réclamations et l'exercice du droit d'alerte pour atteinte au droit des personnes

Les informations obligatoires

La consultation du CSE

★ Mise en situation autour d'un cas de consultation

LES MOYENS DE FONCTIONNEMENT DE LA NOUVELLE INSTANCE

Les réunions du CSE : réunions ordinaires et demande de réunions extraordinaires

Les règles relatives aux heures de délégation

Les délais pour rendre un avis

Recours aux expertises

La BDESE et les consultations du CSE

LES BUDGETS DU CSE

Le rôle et responsabilité juridique du trésorier

Les règles du calcul des budgets des ASC et fonctionnement

Les obligations comptables du CSE

LA GESTION DES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

La réglementation URSSAF, fiscales, achats groupés, concurrence déloyale, responsabilité du CSE pour les voyages et autres activités.



RÔLE ET MISSIONS ÉCONOMIQUES DU CSE

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE
Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

DURÉE

2 jours

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation
maîtriser les bases du CSE

TARIF

3150 €
150 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Saisir les enjeux et la portée de son rôle consultatif
Maîtriser la procédure de consultation
S'approprier les nouveaux blocs de consultations

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique
Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis
QCM
Quizz
Auto évaluation



PROGRAMME

ÉTENDUE DU RÔLE ÉCONOMIQUE DU CSE

La marche générale de l'entreprise et les attributions consultatives du CSE

L'exercice des attributions économiques lors des réunions plénières

Les outils pour exercer sa mission : BDESE, droit d'alerte, expertises, commissions du CSE

Attributions consultatives du CSE et négociation : quelle articulation ?

LES 3 CONSULTATIONS PÉRIODIQUES DU CSE

Les blocs de consultation du CSE : cadre légal et possibilité d'adaptation conventionnelle.

La consultation sur **les orientations stratégiques** : contenu, moyen, difficultés et enjeux.

La consultation sur **la situation économique et financière** : objectif, intérêt, contenu

La consultation sur **la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi** : objectif, contenu, possibilité de la découper en plusieurs consultations.

Les résolutions du CSE liées à ces consultations et la publicité de vos avis.

★ Quizz

LA PROCÉDURE DE CONSULTATION

L'information support de la consultation : BDESE ou information ponctuelle pour les projets, importance d'une information suffisamment précise.

Les délais préfix : à quelles consultations s'appliquent-ils ? quels événements peuvent les impacter ? possibilité de négocier le délai de consultation.

★ Mise en situation autour d'un cas de calcul d'un délai

Les différents temps de la consultation : remise des informations, échanges et débats, réponses motivées, avis.

Les consultations liées à des projets de l'entreprise

★ Mise en situation autour d'un cas de consultation du CSE

Quels projets nécessitent une consultation du CSE ?

L'antériorité de la consultation à toute décision et mise en œuvre du projet : une garantie pour un effet utile de la consultation.

Carence de l'employeur pour consulter le CSE : que faire ?

Niveau de consultation dans les entreprises à établissements multiples



GÉRER LES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

PUBLIC CONCERNÉ

Elus CSE

Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

DURÉE

1 jours

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation
maîtriser les bases du CSE

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Maîtriser la réglementation relative aux activités sociales et culturelles
Bâtir une politique sociale adaptée à votre entreprise
Élaborer des procédures pour un meilleur contrôle et suivi

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz
Auto évaluation

INTERVENANT

Juriste en droit social



PROGRAMME

RÔLE DU CSE EN MATIÈRE D'ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

Monopole de gestion du CSE

Les critères d'une activité sociale et culturelle

Activités à risque et assurance

La responsabilité du CSE dans l'organisation d'une activité sociale

★ **Quizz**

FINANCEMENT DES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

La subvention versée par l'employeur

Les autres ressources

La séparation des 2 budgets

La nécessité d'établir un budget prévisionnel

Possibilité de transfert du budget de fonctionnement vers le budget social.

Risques en cas de mauvaise utilisation ou confusion des budgets.

BÂTIR UNE POLITIQUE SOCIALE

Pourquoi et comment sonder les salariés?

Le choix des activités

Les modalités de prise en charge

Comment rassembler les salariés autour d'une activité sociale ?

Définir les bénéficiaires : politique familiale, conditions d'ancienneté, intégration ou non des salariés dont le contrat de travail est suspendu

★ **Mise en situation autour de la détermination des salariés bénéficiaires**

Niveaux ou types de prises en charge : forfait, remboursement, quotients familiaux

LES MODES DE GESTION DES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

Le monopole de gestion du CSE

La gestion par le CSE central

La gestion par une association ou une société extérieure

LE CONTRÔLE URSSAF

Présentation de la réglementation URSSAF

Déroulement du contrôle

Démarches pour éviter un redressement ou en limiter l'impact.



MAÎTRISER LES BASES DU CSE EN MATIÈRE DE SANTÉ, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

5 JOURS - STAGE INITIAL

PUBLIC CONCERNÉ

Membres du CSE

Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

DURÉE

5 jours (35h)

PRÉREQUIS

Aucun

TARIF

8840€

OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Maîtriser les rôles et attributions du CSE et / ou du CSSCT dans le cadre de ses missions santé, sécurité et conditions de travail.
- S'approprier les méthodes et outils pour prévenir les risques professionnels et améliorer les conditions de travail.
- Devenir un acteur incontournable de la prévention.

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama

Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM

Quizz

Cas pratique

INTERVENANT

Juriste en droit social/ Ergonome



PROGRAMME

S'APPROPRIER LES MISSIONS EN MATIÈRE DE SANTÉ, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le rôle du CSE en matière de prévention des risques professionnels

Information et consultation du CSE en matière de santé, sécurité et conditions de travail

La commission santé, sécurité et conditions de travail

Articulation entre le CSE et la commission Santé sécurité et conditions de travail

Le bilan annuel portant sur la santé, la sécurité et les conditions de travail

Le rôle du CSE et de la CSSCT dans l'élaboration du DUERP

La mission de suivi du CHSCT des mesures de prévention à l'aide du PAPRI Pact

L'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS ET LA DÉMARCHE DE PRÉVENTION

La typologie des risques professionnels (risques physiques-TMS, risques chimiques, risques routiers, risques psychosociaux, etc.)

★ **Mise en situation autour de la détermination des risques professionnels**

La démarche de prévention des risques et les méthodes existantes

S'APPROPRIER LE FONCTIONNEMENT ET LES MOYENS DU CSE/CSSCT EN MATIÈRE DE SANTÉ, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les moyens

Les heures de délégation

L'inspection, un outil de prévention

Le droit d'enquête pour analyser les échecs en matière de prévention
(post AT/MP)

Le droit d'alerte en cas de danger grave et imminent

Le droit à l'expertise

La sollicitation d'acteurs internes et externes (médecin et inspection du travail, CRAMIF, CARSAT)

★ Mise en situation autour des acteurs de la prévention

Le fonctionnement

Les réunions plénières du CSE

Les réunions obligatoires sur la santé et sécurité au travail

Les réunions préparatoires

Les règles de vote

Actions sur le terrain de la commission SSCT

Les inspections : savoir quand et comment procéder à une visite ; savoir utiliser des grilles pré-établies ; enrichir le DUERP.

Les enquêtes et l'analyse des accidents

★ Mise en situation autour d'un accident du travail

MAITRISER LES BASES DU CSE EN MATIÈRE DE SANTÉ, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

3 JOURS - STAGE DE RENOUVELLEMENT

PROGRAMME

LES CHAMPS D'INTERVENTIONS DU CSE

Intervenir lors de la consultation sur la politique sociale et environnementale
Contribuer à l'évaluation des risques (revue du DUERP)
Télétravail et prévention des risques professionnels
Contribuer à la négociation QVCT (Qualité de la Vie et des Conditions de Travail)
Danger Grave et Imminent, alerte en cas d'atteinte à la personne
Accident du Travail, Maladie Professionnelle, Inaptitude

L'EXERCICE PRATIQUE DU MANDAT EN MATIÈRE SSCT

Améliorer la méthode d'inspection pour l'analyse des risques
Distinguer dangers, dommages et risques professionnels d'une situation de travail
Réaliser un diagnostic d'accident du travail par l'arbre des causes

★ **Cas pratique : réaliser un diagnostic d'accident du travail par l'arbre des causes**

PREVENIR LES RPS (RISQUES PSYCHOSOCIAUX)

Les facteurs de RPS et modèles de tensions
Comprendre les mécanismes du stress et ses conséquences sur le travail
Repérer les Risques Psycho-sociaux, agir face à une situation de harcèlement
Mettre en place une enquête conjointe (violences internes ou signalement)
Intervenir sur les TMS (troubles musculosquelettiques) Identifier les facteurs de risques d'apparition des TMS
Avoir une approche multifactorielle pour transformer les situations de travail

★ **Cas pratique**



INITIATION AU DROIT DU TRAVAIL

PUBLIC CONCERNÉ

Tout représentant du personnel
Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Aucun

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Etre en mesure d'identifier les différentes sources de droit
Savoir où et comment rechercher les informations
Etre en mesure de faire respecter les règles de droit

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Juriste en droit social



PROGRAMME

CONNAITRE ET HIÉRARCHISER LES NORMES EN DROIT DU TRAVAIL

Le droit communautaire

La loi et le code du travail

Les accords et conventions collectifs de travail

★ **Exercice : Se repérer dans le code du travail et la convention collective**

Les usages et accords atypiques

La jurisprudence

La hiérarchie des normes en droit du travail

★ **Exercice : Quel texte doit s'appliquer ?**

LA MISSION DE RÉCLAMATION DES MEMBRES DU CSE

Qu'est-ce qu'une réclamation ?

Réclamation individuelle ou collective : pourquoi distinguer ?

Comment formaliser une réclamation à la direction ?

Faut-il nécessairement qu'un salarié vous sollicite ?

Faut-il son autorisation pour porter le sujet à la direction ?

Le déclenchement du droit d'alerte en cas d'atteinte aux libertés individuelles ou collectives

Connaître la réglementation en matière de rupture des contrats de travail

Les différents motifs de licenciement

Le licenciement disciplinaire, le licenciement pour insuffisance professionnelle, le licenciement pour inaptitude physique et le licenciement pour désorganisation de l'entreprise

La procédure de licenciement

Les étapes de la procédure de licenciement : convocation, personnes pouvant assister à l'entretien, absence du salarié et report de l'entretien, notification du licenciement

★ **Mise en situation : Accompagner un salarié lors d'un entretien préalable à un licenciement**

Focus sur le licenciement pour inaptitude physique

★ **Exercice : Gérer un dossier d'inaptitude au travail**

Focus sur le licenciement du salarié en arrêt maladie : peut-on licencier un salarié en arrêt maladie ?

La rupture conventionnelle

La démission



— POUR ALLER PLUS LOIN —



LE SECRÉTAIRE DU CSE : RÔLE ET OBLIGATIONS

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maîtriser les bases du CSE
Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

TARIF

1550 €
100 € de remise pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Maîtriser le cadre des obligations légales de la fonction
Identifier ses responsabilités et animer le collectif
Apprendre à rédiger l'ordre du jour et animer une réunion

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama

Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Évaluation des acquis

QCM

Quizz

Cas pratique

INTERVENANT

Juriste en droit social



PROGRAMME

LA DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DU CSE

Règles de désignation

Règles de révocation

Règles de remplacement

★ Quizz

Les missions et responsabilité du secrétaire

Les missions légales : rédaction de l'ordre du jour et du procès-verbal de la réunion plénière

★ Mise en situation autour d'un ordre du jour

Les missions extra légales : l'animation de la réunion préparatoire, les relations avec la direction, la gestion administrative, la rédaction du règlement intérieur du CSE

Gérer les conséquences du « 3 mandats en un » du CSE L'exécution des décisions du CSE, la conservation des archives. La communication vers les salariés.

La responsabilité du secrétaire : Dans quelles situations le CE et/ou son secrétaire sont-ils concernés ? Différentes responsabilités : civile contractuelle, civile délictuelle, pénale. Quelles précautions prendre ?

L'ORDRE DU JOUR EN PRATIQUE

Les conditions pour déterminer l'ordre du jour,

La spécificité des points SSCT

Les enjeux de l'ordre du jour

Les litiges sur l'ordre du jour.

LE PROCÈS-VERBAL : LE TÉMOIGNAGE DE VOTRE ACTION

Que doit impérativement comporter le PV?

Quelles libertés pour le secrétaire ?

Comment gérer les informations confidentielles ?

Les réclamations des ex-DP ?

Comment réagir aux difficultés d'adoption ?

Comment et pourquoi assurer une diffusion efficace ?

L'ANIMATION DES RÉUNIONS ET LA COMMUNICATION

Animation de la réunion plénière

La suspension de séance

Confidentialité des informations

Outils et règles de communication

★ Mise en situation autour d'un cas d'animation d'une réunion



LE TRÉSORIER DU CSE

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE
Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation
maîtriser les bases du CSE

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Maîtriser les obligations comptables et le risque URSSAF
Connaitre ses responsabilités et mettre en place les supports adaptés
Être en mesure d'établir le rapport de gestion du CSE

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Juriste en droit social

PROGRAMME

DÉSIGNATION ET MISSIONS DU TRÉSORIER

Modalités de désignation du trésorier.

Définition des missions du trésorier par le règlement intérieur du CSE

La Communication avec l'éventuel expert-comptable du CSE.



LES BUDGETS DU CSE : DÉFINITION ET CADRE JURIDIQUE

La personnalité morale du CSE

La distinction entre le budget de fonctionnement et le budget des ASC

Le monopole de gestion des activités sociales par le CSE

La séparation des deux budgets

L'ouverture et la gestion du compte en banque

Les moyens du CSE mis à disposition par l'entreprise

Les **obligations comptables** du CSE

★ **Quizz**

GÉRER LE BUDGET DES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

La notion d'activités sociales :

La contribution patronale au budget du CSE

L'utilisation du budget des activités sociales et culturelles : Tour d'horizon

L'affectation des dépenses

Les risques liés à la gestion des activités sociales : risque URSSAF, risques fiscaux

★ **Mise en situation autour d'une activité sociale et culturelle**

GÉRER LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU CE

La notion de budget de « fonctionnement »

L'utilisation du budget de fonctionnement pour les activités sociales : le principe d'illégalité, les risques encourus

La répartition du budget entre CE et CCE

TENIR LA COMPTABILITÉ ET ASSURER LE SUIVI DU BUDGET

Les règles de comptabilité selon la taille du budget du CE

La construction d'un budget prévisionnel

Les techniques de suivi du budget

★ **Quizz sur les obligations comptables**

LA RESPONSABILITÉ DU TRÉSORIER

Dans quel cas le trésorier peut-il être « responsable » ?

Les précautions liées à la RGPD



LE RÔLE DU CSE EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE

Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation
maîtriser les bases du CSE

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Comprendre les enjeux de la nouvelle réforme de la formation professionnelle et de l'alternance
- S'approprier les évolutions des dispositifs de formation et intégrer leur nouveau cadre légal
- Appréhender la nouvelle définition de l'action de formation et comprendre la construction du plan de développement des compétences

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Juriste en droit social



PROGRAMME

INTRODUCTION :

Quelques éléments de contexte

LE FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La contribution obligatoire pour le financement de la formation professionnelle

Une cotisation unique collectée par les URSSAF

L'impact de ce circuit de financement sur les choix de l'employeur

★ **Quizz**

LA GOUVERNANCE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Identifier son OPCO de référence et ses missions

Connaitre les acteurs de la formation professionnelle et leurs missions

LES DISPOSITIFS D'ACCÈS À LA FORMATION

Le Compte Personnel de Formation (CPF)

Les droits inscrits au CPF des salariés

Les formations éligibles au CPF

Possibilité de gérer son départ en formation via une application mobile CPF

★ **Mise en situation autour de la consultation du CPF**

Le CPF de transition professionnelle

Validation des acquis de l'expérience (VAE)

L'entretien de parcours professionnel

Abondement correctif du CPF et changement des critères de pénalité

★ **Mise en situation autour d'un entretien de parcours professionnel**

Le Plan de Développement des Compétences

Les catégories de formation inscrites au plan

Reconversion et promotion par alternance (Pro-A)

LE RÔLE DU CSE EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Les consultations annuelles

L'accompagnement des salariés

Le rôle de la commission formation



MAITRISER LES RÈGLES EN MATIÈRE DE DURÉE DU TRAVAIL

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE

Délégué syndical

Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maitriser
les bases du CSE et/ou Initiation
au droit du travail

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Maitriser les dernières réformes sur le temps de travail

Être en capacité de négocier un accord relatif au temps de travail

Être en mesure d'informer les salariés

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama

Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM

Quizz

INTERVENANT

Juriste en droit social



PROGRAMME

INTRODUCTION :

Quelques éléments de contexte

LE FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La contribution obligatoire pour le financement de la formation professionnelle

Une cotisation unique collectée par les URSSAF

L'impact de ce circuit de financement sur les choix de l'employeur

★ **Quizz**

LA GOUVERNANCE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Identifier son OPCO de référence et ses missions

Connaître les acteurs de la formation professionnelle et leurs missions

LES DISPOSITIFS D'ACCÈS À LA FORMATION

Le Compte Personnel de Formation (CPF)

Les droits inscrits au CPF des salariés

Les formations éligibles au CPF

Possibilité de gérer son départ en formation via une application mobile CPF

★ **Mise en situation autour de la consultation du CPF**

Le CPF de transition professionnelle

Validation des acquis de l'expérience (VAE)

L'entretien de parcours professionnel

Abondement correctif du CPF et changement des critères de pénalité

★ **Mise en situation autour d'un entretien de parcours professionnel**

Le Plan de Développement des Compétences

Les catégories de formation inscrites au plan

Reconversion et promotion par alternance (Pro-A)

LE RÔLE DU CSE EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Les consultations annuelles

L'accompagnement des salariés

Le rôle de la commission formation



EXPLOITER LES INFORMATIONS DE LA BDESE

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE

Délégué syndical

Cette formation est accessible aux personnes en situation de handicap

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maîtriser
les bases du CSE

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Comprendre la structuration de la BDESE

Se repérer et trouver les informations utiles dans la BDESE

Savoir exploiter les informations de la BDESE

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama

Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM

Quizz

INTERVENANT

Juriste en droit social/expert comptable



PROGRAMME

QU'EST-CE QUE LA BDESE ?

Le rôle de la base de données économiques et sociales et environnementale

Liens entre la base de données et les consultations périodiques

L'exigence de confidentialité

★ Quizz

LE CONTENU DE LA BDESE

Les informations obligatoires en l'absence d'accord d'entreprise

Les investissements

Les fonds propres

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

La rémunération des salariés et des dirigeants

Les activités sociales et culturelles

La rémunération des financeurs

Les flux financiers à destination de l'entreprise

La sous-traitance

Les transferts commerciaux et financiers entre les entités du groupe

L'impact environnemental de l'activité de l'entreprise

Possibilité de modifier le contenu de la BDESE par accord d'entreprise

Périodicité de la mise à jour de la BDESE

SAVOIR EXPLOITER LE CONTENU DE LA BDESE

Comparer le projet de formation de l'employeur et les besoins / demandes des salariés

Utiliser les informations de la base pour réaliser un diagnostic de la situation de l'entreprise

Avoir une meilleure compréhension de la stratégie de l'entreprise et de ses effets sur l'emploi, l'activité, l'organisation du travail....

Le rôle de l'expert-comptable

LE CSE FACE AUX LICENCIEMENTS POUR MOTIF ÉCONOMIQUE

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE
Délégué syndical

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maitriser
les bases du CSE et/ou Initiation
au droit du travail
Cette formation est accessible aux
personnes en situation de handicap

DURÉE

1 Journée

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Identifier une situation économique difficile
Maitriser les procédures
Etre en mesure de négocier un PSE

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Juriste en droit social/expert comptable



PROGRAMME

CARACTÉRISTIQUES DU LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Définition du licenciement économique : portée, enjeux et contrôle judiciaire.

★ **Exercice pratique autour d'une hypothèse de fermeture d'établissement**

Obligation de l'employeur : reclassement interne, devoir d'adaptation, sélection objective

des salariés concernés, accompagnement minimal et réembauche.

LA CONSULTATION DU CSE

La réorganisation de l'entreprise générant de possibles licenciements :

Teneur de la consultation, enjeux, déroulement

★ **Mise en situation autour d'un cas de consultation**

Comment aborder les modifications de contrat de travail ?

La consultation sur le volet social : projet de licenciements, reclassement, critères d'ordre des licenciements.

L'impact du projet sur les conditions de travail de ceux qui restent

Les délais des consultations

LE PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

Contenu, contrôle et effets du PSE.

L'opportunité du plan de départs volontaires (PDV).

Panorama des possibilités d'amélioration du PSE : sur quoi négocier ?

Les voies de recours des élus sur le contenu du PSE ou la procédure.

LES MOYENS D'ACTION SUR LA PROCÉDURE

Le rôle de l'administration du travail : quand et comment la solliciter, enjeux de son intervention selon que le PSE est unilatéral ou négocié ?

Le recours contentieux

LES RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE
Délégué syndical

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maîtriser
les bases du CSE et/ou initiation
au droit du travail

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Différencier les modes de rupture du contrat
Saisir les enjeux et incidences des différentes ruptures du contrat
Etre en mesure de renseigner les salariés avec précision

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Juriste en droit social



PROGRAMME

LES LICENCIEMENTS

Les différents motifs de licenciement

Le licenciement disciplinaire

Le licenciement pour insuffisance professionnelle

Le licenciement pour inaptitude du salarié constaté par la médecine du travail

★ **Mise en situation autour d'un cas de salarié déclaré inapte**

La procédure de licenciement

Les étapes de la procédure de licenciement : convocation, entretien préalable avec le salarié, notification du licenciement

Focus sur le licenciement disciplinaire : les différents délais relatifs à la mise en œuvre de la procédure, la qualification de la faute (simple, grave ou lourde), les conséquences en matière de préavis, particularités conventionnelles

Focus sur le licenciement pour inaptitude physique

Focus sur le licenciement du salarié en arrêt maladie

Les restrictions au licenciement pour le salarié protégé : calendrier procédural, consultation du CSE, demande d'autorisation de licenciement à l'inspection du travail

★ **Quizz**

L'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

La rupture conventionnelle

L'absence de motif

La procédure de rupture conventionnelle : délai de rétractation, délai d'homologation

L'indemnité de rupture

Les possibilités de rupture en cas de suspension du contrat

La demande d'autorisation pour les salariés protégés

La rupture de la période d'essai

L'incidence des absences

La justification de la rupture

Le délai de prévenance

★ **Mise en situation autour d'un cas de calcul de la période d'essai**

La démission

La distinction entre démission et prise d'acte de la rupture

Le préavis



PRÉPARER LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

PUBLIC CONCERNÉ

Tout public

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Aucun prérequis

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Maîtriser les différentes phases de l'organisation des élections professionnelles
Connaître la nouvelle réglementation issue des ordonnances MACRON
Calculer la représentativité et l'audience
Etre en capacité de négocier un protocole d'accord

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz
Cas pratique

INTERVENANT

Juriste en droit social

PROGRAMME

LES ENJEUX SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ ÉLECTORALE

Les critères de représentativité de l'organisation syndicale

L'appréciation de la représentativité

LA DÉSIGNATION DU DÉLÉGUÉ SYNDICAL ET DU DÉLÉGUÉ SYNDICAL
CENTRAL

★ Mise en situation autour d'un cas de calcul de la représentativité



LA PRÉPARATION EN AMONT DU SCRUTIN

Le seuil d'effectif pour la mise en place du CSE

Le calcul des effectifs

L'initiative des élections

L'information des salariés

Les listes électorales

LA NÉGOCIATION DU PROTOCOLE D'ACCORD PRÉÉLECTORAL (PAP)

Son contenu obligatoire

La détermination des collèges électoraux La répartition des sièges dans les collèges électoraux

Son contenu facultatif Le nombre de membres au CSE Les règles de validité du PAP Quels recours en cas d'échec des négociations ? Quels recours contre le PAP ?

LA CONSTITUTION DES LISTES DE CANDIDATURES

Qui peut être candidat ?

Les règles applicables aux listes de candidatures

La représentation équilibrée entre les femmes et les hommes

★ **Exercice pratique de constitution d'une liste de candidats**

LES RÈGLES DU SCRUTIN

La date et le lieu du vote

La propagande électorale

L'organisation matérielle du vote

Le **vote** par correspondance

Le vote électronique

Un scrutin de listes à deux tours

Le dépouillement

LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS

Attribution des sièges au quotient électoral

Attribution des sièges restants à la plus forte moyenne

La désignation des candidats

La proclamation des résultats

★ **Exercice pratique autour des modalités d'attribution des sièges**



SAVOIR LIRE LES COMPTES DE L'ENTREPRISE

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maîtriser
les bases du CSE

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Apprécier la situation économique de son entreprise
Acquérir des notions comptables et financières
Être en mesure d'argumenter avec l'employeur

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Expert comptable



PROGRAMME

PRINCIPES ET RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMPTABILITÉ

La codification comptable, l'organisation du plan comptable général.

Les étapes et organisation des traitements comptables : comptes, grand livre et balance.

Les soldes intermédiaires de gestion : chiffre d'affaires, marge, valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation, résultats

LES DÉFINITIONS INDISPENSABLES À LA LECTURE DES COMPTES

Création de valeur, seuil de rentabilité.

Coûts fixes et coûts variables, fonds de roulement.

Trésorerie, ratios, tableaux de bord.

LES COMPTES ANNUELS

Le compte de résultat : l'image de l'activité de l'entreprise.

Le bilan : l'image de la situation financière de l'entreprise (passif, actif et trésorerie).

Les liens entre le compte de résultat et le bilan (produits et créances, charges et dettes).

Les choix qui influencent le résultat

Les immobilisations (mode de financement et d'amortissement).

La capitalisation des charges.

Les participations dans d'autres entreprises et les relations inter groupe.

Les provisions pour dépréciation

LES INCIDENCES FISCALES

Les charges non déductibles, les reports déficitaires.

Le résultat comptable et résultat fiscal. Impôt sur les sociétés, participation des salariés.

LA CONSULTATION DU CSE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE

Rappel des règles de consultation

Articulation entre la consultation du CSE d'établissement et du CSE central

★ Cas pratique pour identifier les indicateurs et ratios principaux à suivre

ASSISTER UN SALARIÉ LORS D'UN ENTRETIEN

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE
Délégué syndical

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maîtriser
les bases du CSE et initiation au
droit du travail

DURÉE

1 Journée

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Maîtriser le cadre juridique de chaque type d'entretien
Etre présent et efficace à toutes les étapes
Développer sa réactivité face aux situations inattendues

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Juriste en droit social



PROGRAMME

LES CAS OÙ L'ENTRETIEN PRÉALABLE S'IMPOSE

Procédures disciplinaires en cas d'agissements supposés fautifs du salarié.

Licenciements pour motif personnel non fautifs (inaptitude, insuffisance de résultats...)

Licenciements économiques individuels ou collectifs hors PSE.

L'ENTRETIEN PRÉALABLE : UNE PROCÉDURE ENCADRÉE

Une obligation pour l'employeur, une faculté pour le salarié.

Convocation : mentions obligatoires, délais et événements impactant les délais.

Différences de procédures selon la nature de l'entretien.

Préparation à l'entretien : le droit de se faire assister.

Décision de l'employeur : délai de notification de la sanction, suite donnée à un entretien relatif à une inaptitude physique ou un licenciement économique.

LE DÉROULEMENT DE L'ENTRETIEN PRÉALABLE

Participants : droits et obligations de chacun.

Faits pouvant être invoqués au cours de l'entretien.

Points abordés lors de l'entretien selon le motif (licenciement, sanction...)

Gestion des incidents (intimidation, émotivité, intervenant additionnel...)

★ **Mise en situation autour d'un entretien préalable**

L'ASSISTANCE À LA NÉGOCIATION D'UNE RUPTURE CONVENTIONNELLE

Une procédure spécifique pour la rupture conventionnelle.

La possibilité d'assister le salarié.

Éléments obligatoires et éléments relevant d'une possible négociation.

LE RÔLE DE L'ASSISTANT APRÈS L'ENTRETIEN

La rédaction d'un compte rendu dossier

Agir pour éviter ou limiter une sanction.

Informar le salarié sur les suites de la procédure et ses droits.

LE CSE FACE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE et de la commission SSCT

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maîtriser les bases du CSE et Maîtriser les bases du CSE en matière de santé, sécurité et conditions de travail

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Appréhender les liens entre travail et RPS
Situier les RPS dans la démarche globale de prévention des risques professionnels
Connaître les principes et les étapes de cette démarche

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Egonome / expert en santé , sécurité et conditions de travail



PROGRAMME

L'IA, THÈME DE CONSULTATION OBLIGATOIRE

Situer l'IA dans le cadre légal du dialogue social.

Rappel des articles pertinents du **Code du travail**

Comprendre les **stratégies de l'employeur** (productivité, réduction de coûts)

Calendrier de consultation

ÉVALUATION DES IMPACTS SUR L'EMPLOI ET LA QUALIFICATION

Évaluer les risques et les besoins en GPEC liés à l'IA.

Identification des **postes menacés** d'automatisation

Analyse des **changements de fiches de poste** : augmentation des tâches par l'IA

Importance des **plans de formation** et de **reconversion**

CONDITIONS DE TRAVAIL, SANTÉ ET SURVEILLANCE

Contrôler les impacts de l'IA sur la santé et la sécurité au travail (RPSamp; surveillance).

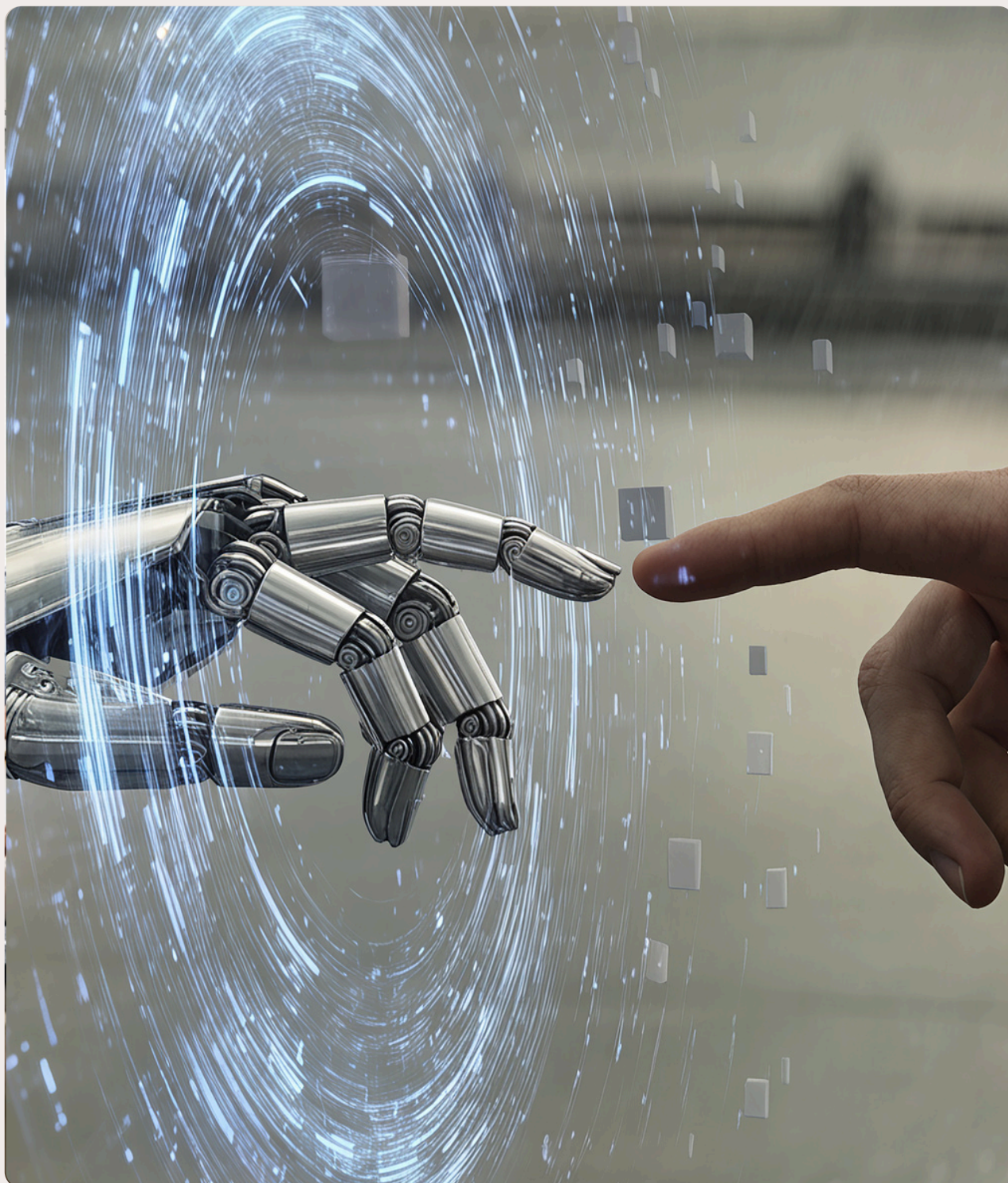
Étude des **outils de surveillance** (analyse de mails, suivi d'activité)

Droit à la déconnexion et IA

Prévenir les **RPS** liés à la pression de l'outil et de la performance



SANTÉ SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL



IDENTIFIER ET PRÉVENIR LES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX DANS SON ENTREPRISE

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE et de la commission SSCT

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maîtriser
les bases du CSE et Maîtriser les
bases du CSE en matière de santé,
sécurité et conditions de travail

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Appréhender les liens entre travail et RPS
Situier les RPS dans la démarche globale de prévention des risques professionnels
Connaître les principes et les étapes de cette démarche

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Egonome / expert en santé , sécurité et conditions de travail



PROGRAMME

DE QUOI PARLE-T-ON ?

Connaître les principales notions sur les RPS.

LES LIENS ENTRE TRAVAIL ET RPS

Les facteurs de RPS.

Le modèle des tensions de l'ANACT.

L'approche par l'analyse du travail à partir d'une prise en compte du travail réel

IDENTIFIER LE STRESS AU TRAVAIL

Définition

Illustrations jurisprudentielles

Les contours de la responsabilité employeur

IDENTIFIER LE HARCÈLEMENT MORAL AU TRAVAIL

Définition et illustrations jurisprudentielles

Comment prouver un harcèlement moral ?

Sanctions et responsabilité de l'employeur

IDENTIFIER LE HARCÈLEMENT SEXUEL AU TRAVAIL

Définition

Comment prouver un harcèlement sexuel ?

Illustrations jurisprudentielles

LA PRÉVENTION DES RISQUES PSYCHO SOCIAUX

La démarche de prévention

Les outils de la prévention

LE CSE FACE À UNE SITUATION DE HARCÈLEMENT : COMMENT AGIR ?

L'enquête

Identifier les actions à mettre en place

PRÉPARER LA CONSULTATION DU CSE SUR LE DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE et la commission SSCT

PRÉREQUIS

Avoir suivi la formation maîtriser les bases du CSE et Maîtriser les bases du CSE en matière de santé, sécurité et conditions de travail

DURÉE

1 Journée

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Comprendre la démarche de prévention des risques professionnels
S'approprier le DUERP
Analyser les risques professionnels pour les intégrer au DUERP

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz

INTERVENANT

Ergonome / expert en santé , sécurité et conditions de travail



PROGRAMME

LA PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Définitions utiles : danger, risque, exposition, évaluation.

Les principes généraux de la prévention des risques professionnels

Les trois niveaux de prévention

★ **Cas pratique : Identifier les risques professionnels dans mon entreprise**

LE DUERP, UN OUTIL AU SERVICE DE LA PRÉVENTION

Le document unique : la démarche, les acteurs concernés, sa mise à jour.

DUERP et télétravail

DUERP et risques routiers

DUERP et risques psycho-sociaux

Examen critique de votre DUERP

★ **Mise en situation : analyse critique du DUERP de mon entreprise**

RÔLES ET ACTIONS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL DANS L'ÉVALUATION DES RISQUES

Missions du CSE dans la prévention des risques

- Analyser les risques,
- Suivre l'évaluation
- Proposer des actions

La coordination avec les acteurs institutionnels.

En pratique, quel plan d'action pour la CSSCT et le CSE ?

LE RÉFÉRENT DU CSE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT SEXUEL ET LES AGISSEMENTS SEXISTES

PUBLIC CONCERNÉ

Membre du CSE et la commission SSCT

DURÉE

1 Journée

PRÉREQUIS

Aucun prérequis

TARIF

1550 €
100 € de remise
pour les abonnés

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Identifier les différentes formes de harcèlement et de violences au travail
Fixer les contours de la mission du référent Harcèlement
S'initier à l'enquête

LES + DE LA FORMATION

Méthode pédagogique

Diffusion d'un diaporama
Mise en situation, cas pratiques, Retours d'expérience

Evaluation des acquis

QCM
Quizz
Cas pratique

INTERVENANT

Juriste en droit social/Ergonome / expert en santé , sécurité et conditions de travail



PROGRAMME

PRÉSENTATION DU CADRE LÉGAL

La distinction entre harcèlement moral, harcèlement sexuel, agissements sexistes et violences au travail

La méthode d'appréciation des situations concrètes

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DE L'EMPLOYEUR ET DES AUTRES ACTEURS EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENTS ET VIOLENCES AU TRAVAIL

Les obligations légales et jurisprudentielles

Les sanctions

LES MOYENS D'ACTION DU RÉFÉRENT

Les outils de préventions (droit d'alerte des instances représentatives du personnel, charte de référence)

La mise en place de bonnes conditions de travail pour éliminer ou diminuer les risques

Les mesures adéquates pour faire cesser les agissements

LA GESTION DES CONSÉQUENCES

La gestion des plaintes et des situations de harcèlements et de violences

L'enquête

Les mesures adéquates pour faire cesser les agissements.

La gestion des conséquences

FORMATION INTER CSE CALENDRIER 2026

SESSIONS	1ER SEMESTRE	2E SEMESTRE
Formation obligatoire SSCT	19,20 et 21 Janvier 12 et vendredi 13 Mars	24,25 et 26 Juin 14 et 15 Septembre
Maitriser les bases du CSE	Lundi 26 Janvier mardi 27 Janvier	Lundi 28 et mardi 29 Septembre
Le réfèrent en matière de lutte contre le harcèlement sexuel	Mardi 13 Janvier	Mardi 16 Juin
La prévention des RPS	Lundi 16 Mars	Vendredi 9 Octobre
Le secrétaire du CSE	Mardi 3 Février	Mardi 17 Novembre
Le trésorier du CSE	Vendredi 16 Janvier	Lundi 23 Novembre



